

L'AVENIR DU PTB (EN WALLONIE) : LA REGLE OU LE SIECLE ?

Les élections législatives ont conduit le PTB (Parti du Travail de Belgique) à un succès plus important qu'attendu en Wallonie et à Bruxelles (sauf pour ceux qui prennent les sondages au pied de la lettre). Le score était sans doute inattendu pour les dirigeants eux-mêmes du parti qui devaient miser sur (et peut-être préférer) un peu moins de 10 %.

Ce résultat projette en effet brutalement ce parti au-devant de la scène¹ puisque, au lendemain des élections, on s'aperçoit, qu'en Wallonie, du moins, l'alliance rose-rouge-verte est potentiellement majoritaire et il y a immédiatement un courant de sympathie qui s'exprime en sa faveur (voir la carte blanche publiée dans *Le Soir* et co-signée notamment par Thierry Bodson, Jean-Pascal Labille et Edouard Delruelle, toutes personnalités membres ou proches du PS). Les contacts avec le PS ont pourtant capoté très vite. Sans être dans le secret des dieux, il est impossible d'attribuer la responsabilité de l'échec à une partie plutôt qu'à l'autre, mais il semble évident qu'elle est partagée : au-delà des différences idéologiques évidemment lourdes, notamment sur le jugement global porté à l'égard du capitalisme, (voir plus bas), le PS ne se voyait pas « adouber » un rival encombrant sur sa gauche et le PTB n'imaginait pas partir dans une aventure gouvernementale aussi vite après un succès indiscutable mais venu un peu vite et dont il reste à assurer la pérennité.

La singularité du PTB

Contrairement à Syriza ou à Podemos, voire aux partis écologistes il y a une petite quarantaine d'années, le PTB n'est pas un parti « émergent » incarnant une nouvelle façon de faire de la politique à gauche. Il est issu d'une longue tradition de militantisme maoïste orthodoxe qui plonge lointainement ses racines dans le mouvement étudiant catholique flamand. Historiquement, en effet, Amada², l'ancêtre du PTB est, pour le dire à la grosse louche, issu de la branche « tiers-mondiste » du KVHV³, association des étudiants catholiques flamands, qui s'est fait notamment connaître pour avoir animé le mouvement « *Walen Buiten* » à la KUL. On peut penser que ces racines catholiques ont aidé le PTB à subsister durant les cinq dernières décennies : alors que le maoïsme, très présent au début des années 70 en France, en Belgique, en Italie, en Allemagne, s'est partout décomposé très vite, le PTB s'est « enterré » ou plus exactement s'est retranché dans sa vision du monde comme dans un monastère⁴. Et il a « tenu ». Les militants du PTB ont choisi la « règle » plutôt que le « siècle », dans une perspective plutôt millénariste : attendre des décennies, s'il le faut, que les masses laborieuses reconnaissent la « juste ligne ». Et ainsi, le parti put survivre avec, élection après élection, un score inférieur à un pourcent.

¹ Après un premier coup de semonce aux communales précédentes.

² *Alle macht aan de arbeiders*.

³ *Katholieke Vlaamse Hoogstudenten Verbond*.

⁴ D'où le titre de cet article : en choisissant un ethos de « moines soldats », le PTB se présente par rapport aux partis politiques classiques un peu comme au moyen-âge, le clergé *régulier* (les moines) se différencie du clergé *séculier* (les prêtres).

Il faut ajouter que pour le PTB, le succès électoral n'est pas le critère décisif : la présence sur le terrain est plus importante. Cette présence est indiscutable, notamment lors des grèves ouvrières ou dans les maisons médicales animées par les médecins du parti.

Cette longue patience prend fin progressivement à la suite de nouveaux échecs au début des années 2000 et le congrès de 2008 opte pour un changement radical de ton qui aboutira au Parti tel qu'on le connaît aujourd'hui. Ce tournant est sans doute facilité par l'effacement progressif de Ludo Martens, dirigeant incontesté du parti depuis les années du « Walen Buiten » et apologue (érudit) du stalinisme, mort en 2011⁵.

Que peut-on imaginer comme avenir à ce parti, dans le contexte Wallon, après cette séquence « enchantée » mais très brève ou une « alliance de gauche » semblait à portée de mains ?

Premier enjeu : le poids du passé.

Seule formation issue du maoïsme à avoir connu un tel succès au moins en Europe occidentale, le PTB est-il en mesure de rompre avec son passé et le veut-il ? N'est-il pas tout simplement occupé à faire un « ravalage de façade » et ne faut-il pas distinguer un « parti intérieur », soudé, maoïste et sectaire de l'image qu'il donne à l'extérieur, celle d'une version « renouvelée » de la social-démocratie historique⁶ ?

Bien qu'il ait un petit air « conspirationniste », ce soupçon trouve un certain fondement dans le côté extrêmement rapide de la conversion du parti et dans la tendance des dirigeants à détourner la conversation lorsqu'on les interroge sur les cadavres dans le placard. On ne peut donc pas faire l'impasse sur la question.

Dans un premier cas de figure, imaginons que ce soupçon soit justifié. Une chose est certaine : plus le parti recrutera de nouveaux électeurs et de nouveaux membres, plus il aura des mandataires (communaux, provinciaux, régionaux, nationaux) qui n'ont pas été socialisés dans la vision « marxiste-léniniste orthodoxe », plus cette vision deviendra difficilement tenable pour les leaders historiques, aussi bien formés à la « règle » qu'ils aient été ; plus ils auront à perdre à maintenir en l'état un tel noyau dur idéologique qui n'a aucune chance de prospérer dans la société wallonne ; plus ils devront affronter la contestation de militants, de sympathisants, d'électeurs, de mandataires qui ne se retrouvent en aucune façon dans cette orthodoxie et qui se détourneront du parti dès que ce sectarisme aura des conséquences pratiques. Le « repli » du PTB à l'intérieur d'un dogmatisme fortement structuré a pu l'aider dans sa longue traversée du désert mais il apparaîtra vite comme un boulet si le succès se maintient (et inversement le succès ne se maintiendra que si le dogmatisme s'atténue).

On peut en tout cas régler son compte à un « canard » digne de la propagande poutinienne : l'idée que le PTB constituerait un « danger pour la démocratie ». Même si, par hypothèse on continuait à voir ce parti comme l'héritier présomptif d'une vision « autoritaire de gauche », il n'y a aucune possibilité, dans un pays lové au cœur de l'Europe occidentale (intégrée à l'OTAN) et qui pratique de surcroît les coalitions gouvernementales, pour qu'un parti de

⁵ On trouvera un historique détaillé de l'histoire du PTB dans l'ouvrage de Pascal Delwit *PTB, Nouvelle gauche, vieille recette* (Luc Pire, 2014) étude très documentée mais orientée, comme son titre l'indique bien.

⁶ C'est notamment la position de Pascal Delwit dans l'ouvrage cité.

gauche puisse être en mesure d'infléchir les règles et pratiques démocratiques, sauf, bien sûr, si on considère que la taxation plus progressive des revenus et du capital « menace la démocratie⁷ ».

A l'inverse, supposons que la « nouvelle génération » (ou au moins une partie de celle-ci) ait bien comme projet un « aggiornamento » plus ou moins fondamental. Il y a peu de chances que cette intention se traduise par un geste spectaculaire visant à solder les comptes du passé. Un « congrès de refondation » par exemple, attirerait le regard sur des éléments historiques déplaisants au moment même où le parti est en pleine ascension. Dans un monde idéal, les médias et les partis adversaires salueraient, bien entendu, le courage de ce parti qui fait le bilan de son passé et en rejette les errements. Mais dans le monde réel, tant les médias dominants que le monde politique vont surtout s'appesantir sur ce passé, braquer sur lui les projecteurs et prétendre que la volonté de changement n'est que poudre aux yeux. On peut comprendre que le PTB ne souhaite pas se suicider par naïveté.

Probablement la question n'est-elle pas tranchée. On peut imaginer que le débat sur la rupture avec l'orthodoxie (ou son atténuation) est l'objet de tensions au sein du parti lui-même et qu'il ne se résoudra pas sans crises internes. L'issue de ce rapport avec un passé difficile dépendra en tous les cas beaucoup de la vigilance critique des nouveaux militants, des nouveaux électeurs et des nouveaux élus et de la confiance qui s'établira entre eux et la « vieille garde » sur un projet politique clair pour la société d'aujourd'hui. C'est eux qui pourront contraindre le PTB à devenir sans équivoque un ferment de renouvellement de la gauche.

Deuxième enjeu : la dissolution *versus* l'isolement.

En contrepoint de cette histoire marquée par le sectarisme, et pour l'expliquer au moins en partie, on ne peut pas faire l'impasse sur le contexte : l'impressionnante déliquescence de la social-démocratie historique dans une grande partie de l'Europe occidentale. En France, en Italie, en Allemagne, en Grèce, en Flandre, elle s'est effondrée ou s'est transformée au point qu'elle occupe elle-même la position de ses adversaires d'hier. On peut prendre comme « moment déclencheur » symbolique de cette transformation la célèbre phrase du chancelier allemand Helmut Schmidt en 1974 : « *Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain* ». L'ironie de cette phrase est qu'elle aurait été au moins en partie vraie trente ans plus tôt. Mais au moment où elle est prononcée, le modèle de compromis capital-travail, qui s'appuie sur le partage des gains de productivité, une énergie très bon marché, une forte régulation par l'Etat et des syndicats puissants est en crise sur tous ces aspects. La phrase d'Helmut Schmidt exprime bien la cécité de la social-démocratie, incapable de voir monter la nouvelle donne qui détruit l'espace même du compromis. Contester la phrase d'Helmut Schmidt est perçu aujourd'hui comme un « déni du réel » y compris à gauche, alors que cette phrase n'a jamais été aussi fautive, de l'aveu même d'une majorité croissante des économistes « mainstream ».

⁷ Par contre, l'extrême-droite a montré, là où elle est au pouvoir, sa capacité de nuisance par rapport aux libertés publiques.

Le récent triomphe d'Emmanuel Macron en France ou la victoire éphémère de Matteo Renzi, en Italie, qui ont largement instrumentalisé l'électorat de gauche au profit d'un projet fondamentalement libéral, constituent l'aboutissement de ce processus : le ralliement explicite d'une partie de la social-démocratie, par conviction ou par intérêt, au *Tina* de Margaret Thatcher. Ce ralliement est parfois *sincère* : l'emblématique François Hollande, qui, le lendemain de son élection, prend le contrepied de tous ses discours électoraux, est sans doute persuadé qu'on ne peut rien changer de fondamental aux règles du jeu capitaliste. Il reste que le carriérisme personnel a aussi joué un rôle important (on ne peut s'empêcher de penser qu'une partie des mandataires de LRM sont « allés à la soupe »).

Il est vrai que le PS en Belgique francophone a mieux résisté sur les fondamentaux, notamment grâce à son implantation en milieu populaire, et à la forte syndicalisation des salariés. Mais on sent bien que cette résistance est aujourd'hui fragilisée⁸. De plus, le PS wallon a été particulièrement touché par l'autre face du « désarmement idéologique » : l'attrait pour l'argent. L'idée que la politique doit être « profitable » à celui qui l'exerce n'est que l'autre face du TINA : si on ne peut changer la société par la politique, changeons au moins notre avenir personnel.

Ce qui est parfois perçu à l'extérieur du PTB comme une forme de « misérabilisme » (accepter d'être mal payé est la garantie de la fermeté idéologique) peut donc aussi être lu, à l'inverse, comme le refus exacerbé de cette dérive. On peut penser que le « rigorisme » du PTB quant aux revenus de ses mandataires est excessif, et qu'il s'avèrera contre-productif, mais sur le fond, il n'est que l'image en négatif de la fascination de l'argent qui gangrène depuis près de quarante ans la social-démocratie européenne. Il y a d'ailleurs une évidente forme de pusillanimité à stigmatiser, d'un côté, les pratiques affairistes d'une partie significative du monde politique et à dénoncer, de l'autre, la rigueur imposée par un parti à ses mandataires *sans jamais mentionner la relation entre les deux pratiques, images en miroir l'une de l'autre*.

Pour autant, il y a aussi un risque majeur à tout jouer sur le thème « je serai différent de tous les autres » : celui de l'isolement. C'est le piège dans lequel on peut penser qu'est tombé Jean-Luc Mélenchon : à force de vouloir paraître comme absolument incomparable au reste de la gauche, il s'est trouvé incapable de se trouver les alliés dont il aurait besoin, et une fois passé le moment clef des élections présidentielles, la France Insoumise s'est retrouvée à la portion congrue, apparemment de moins en moins capable de peser sur les événements.

Cette stratégie de « différenciation maximale » et du « seul contre tous » représente un quitte ou double. En France, Mélenchon a perdu à ce jeu-là et a probablement durablement affaibli la gauche. A fortiori en Belgique, où le système électoral ne permet pas le « splendide isolement », la stratégie potentiellement gagnante doit être plus subtile : il faut se dégager suffisamment du reste de la gauche pour faire la différence et justifier l'adhésion électorale, sans jamais perdre de vue la perspective à long terme des alliances nécessaires.

C'est sur la question de la *temporalité politique* d'abord que l'articulation peut se faire : le PTB, le PS et Ecolo, n'ont évidemment pas le même rapport à l'idée d'une sortie du capitalisme.

⁸ Le moment symbolique du basculement fut sans doute l'adoption de la limitation dans le temps des allocations de chômage par le gouvernement d'Elio di Rupo.

Mais ils peuvent s'entendre sur des objectifs concrets suffisamment « forts » justifiables chacun devant leur base et leur électorat. Et il fait peu de doute que les électorats sont, dans leur majorité, demandeurs d'une alliance de gauche sur des objectifs concrets⁹. Ces partis le savent bien, mais pourront-ils empêcher la compétition naturelle de détruire les possibilités d'alliance à long terme ?

Troisième enjeu : le rapport au belgicisme

Cela peut être plus mineur mais en Belgique la question « communautaire » n'est jamais loin et elle imprègne toute question politique. La frilosité par rapport à une autonomie politique régionale au sein du parti s'explique également par l'histoire : le premier adversaire politique du PTB est le *nationalisme flamand* et d'une façon peut-être un peu trop mécanique, toute référence à la question communautaire lui paraît nourrir ce nationalisme flamand en « divisant les travailleurs »

Mais le PTB, est né historiquement en Flandre et son implantation en Wallonie est le résultat d'un « établissement » (réussi, par ailleurs). De ce fait le poids décisionnel au sein du parti reste majoritairement flamand alors que les succès sont principalement wallons (et secondairement bruxellois). Il pourrait arriver que, par un belgicisme anachronique, le parti donne paradoxalement l'impression que « ce qui est bon pour Anvers est bon pour Liège, Charleroi ou Bruxelles. En clair, le risque existe que les militants ou les électeurs wallons se sentent à un moment donné instrumentalisés.

Le parti ne pourra éviter indéfiniment d'aborder cette question, parce que, de fait, les réalités régionales sont différentes. Admettre que cela peut impliquer par moment des stratégies partiellement différentes, paraît incontournable si le parti ne veut pas, paradoxalement, se voir coller une étiquette de « parti flamand ».

Un peu de prospective stratégique.

Compte tenu de tout ce qui précède, quel peut être l'avenir du PTB en Wallonie (on ne parlera que de la Wallonie, les contextes étant fort différents dans les trois régions du pays).

Dans le cas de figure d'une majorité gouvernementale PS-ECOLO-MR, le PTB aura un boulevard pour la législature : il sera le principal parti d'opposition et incarnera à lui seul l'opposition de gauche. Il aura la possibilité de jouer à la fois sur l'opposition parlementaire et sur sa présence au sein de la protestation populaire, en particulier du mouvement syndical. Il aura toute latitude pour mettre en évidence ses revendications fortes sur la justice fiscale, le temps de travail, le logement, la santé. Comme l'électorat écologiste sera partagé, il pourra également jouer sur ce thème (où il est plus mal à l'aise vu son ancrage idéologique productiviste). Rien n'est jamais sûr, en particulier dans un pays où la créativité politique est sans limite, mais on peut prévoir que tant le PS qu'Ecolo ressortiraient affaiblis d'un tel gouvernement (s'il va jusqu'au bout) et que le PTB en ressortirait renforcé.

Dans le cas de figure d'une majorité gouvernementale PS-MR, la donne est différente : il y aura une opposition « de gauche » et une opposition « écologiste ». La situation est moins

⁹ Sans qu'il soit toujours facile d'inventorier les objectifs concrets possibles.

favorable électoralement pour le PTB, mais pour l'ensemble de la gauche, elle est peut-être plus intéressante. On s'explique.

Le rapport conflictuel que le PTB, ses militants, ses électeurs peuvent avoir avec le PS, jugé « timoré », « mou », « pas vraiment rouge », voire au pire « traître », est finalement aisément lisible : c'est une relation basée sur une évaluation différente de la radicalité nécessaire mais au sein d'un même clivage fondamental, l'opposition (ou le compromis) entre capital et travail. Les deux partis partagent une large part de culture commune centrée l'histoire du mouvement ouvrier et de son déclin. Ils se disputent certes, mais ce sur quoi ils se disputent est assez clair : la meilleure manière de faire avancer la *justice sociale*. Vaut-il mieux procéder en respectant les règles institutionnelles européennes (et donc, *in fine*, en acceptant le capitalisme globalisé comme horizon) et avancer à petit pas (ou plus exactement, reculer à petit pas...) ? Ou vaut-il mieux avancer à coup de revendications fortes, potentiellement clivantes, mais qui s'en prennent à la racine des choses : l'inégalité et l'exploitation, quitte à refuser les règles du jeu de l'UE ?

Le rapport entre le PTB, ses militants, ses électeurs et l'ensemble de la mouvance Ecolo est d'une toute autre nature : c'est probablement a priori un rapport *d'étrangeté*. Il suffit pour s'en convaincre de passer d'un meeting de l'un à meeting de l'autre et de comparer les publics. Le PTB et Ecolo bien qu'ironiquement tous deux lointainement issus de la mouvance catholique, appartiennent à deux *cultures différentes* et se positionnent sur des axes extrêmement différents. Alors que le productivisme est une valeur commune aux adversaires sur l'opposition capital/travail (PS vs MR), c'est par définition la vision idéologique que combat l'écologie politique (avec beaucoup de façons de mener ce combat, évidemment). Inversement, alors que le libéralisme économique est (en paroles, du moins) l'adversaire commun au PS et au PTB, une partie de la mouvance écologique y est sensible¹⁰ (et les dernières enquêtes ont montré que MR et Ecolo sont en partie concurrents sur le même segment de l'électorat).

Pour ceux qui pensent (et c'est le cas de l'auteur de ces lignes), que la « clef » d'une politique de gauche se trouve à l'articulation de la question sociale et de la question écologique, la présence simultanée d'Ecolo et du PTB dans l'opposition pourrait ouvrir une perspective intéressante : celle de voir ces deux courants de la gauche converger sur certains points, se fréquenter et « s'appivoiser » dans une certaine mesure. Ce serait un atout essentiel pour l'avenir.

Et au-delà des élections ?

Quelle que soit la coalition qui se mettra en place, la manière de faire de la politique du PTB restera spécifique : sa présence sur le terrain (social, prioritairement, mais pas uniquement) en fait un catalyseur de la protestation populaire. On ne peut que suivre les militants du parti quand ils affirment qu'un changement fondamental de société ne se fera pas *uniquement* à travers les élections. Il faut se souvenir qu'un changement de société se fera *aussi* à travers les élections. Le PTB a devant lui une législature pour articuler le lointain (la perspective d'une sortie du système) et le proche (un programme politique pour un gouvernement de gauche,

¹⁰ Avec à nouveau de multiples variantes : Zoé Genot n'est pas Jean-Michel Javaux.

qui doit décider *ici et maintenant*). Il a une législature aussi pour se construire un noyau de cadres et affiner sa stratégie d'articulation entre soutien aux protestations populaires et combat électoral.

En attendant, il a ouvert une fenêtre en réhabilitant l'idée d'anticapitalisme et il a offert à la protestation populaire un débouché politique basé sur l'égalité et la solidarité plutôt que sur le ressentiment et la xénophobie. Ce faisant, il a contribué à couper l'herbe sous le pied à toute initiative d'extrême-droite. Il a aussi contribué à réhabiliter *l'idée même du politique*, ce qui est le contraire du populisme, dont on l'accuse pourtant si souvent. Rien que cela permet que l'on se réjouisse de son succès.

Marc Jacquemain

Marc Jacquemain est sociologue à l'université de Liège. Il a co-signé plusieurs tribunes appelant à voter PTB aux législatives, mais il n'est pas membre du parti.